L'AFRIQUE EN EVEIL

AUJOURD'HUI L'ESPOIR

Bimensuel d'informations générales
N°011 du 31 juillet 2025
Rec n°00000019/RDA/J06/SAAJP/BAPP
Site web: www.afriqueeneveil.org
L'Afrique en Eveil
L'Afrique en Eveil

500 F.Cfa

Directeur de la Publication: TIENTCHEU KAMENI Maurice

Présidentielle 2025, militarisation des villes, rejet des candidatures par Elecam, recours au Conseil Constitutionnel

Maurice Kamto dans les griffes du pouvoir

- **Le candidat du Manidem défendra devant le Conseil constitutionnel son dossier rejeté par Elecam au motif de *"pluralité de candidatures".***
- **Des soutiens viennent des candidats retenus, de la société civile, des formations politiques et des intellectuels.**
- **Le cas Kamto est source de tensions à travers le Cameroun.**
- **Découvrir les visions politiques des 13 candidats retenus par Elecam.**

Pp 5 - 9

Paix et sécurité

Le Cameroun dernier de la Cemac

Dans son rapport 2024 sur l'indice mondial de la paix, l'Institute for Economics and Peace relève les difficultés à mettre fin à la guerre dans le Noso et à contrer le terrorisme.

P.2

Jersic 2025

Les innovations qui changent la vie

Découvrir plusieurs solutions dans les domaines de la santé, l'environnement, l'agriculture ou la technologie. Le génie camerounais était exposé à Yaoundé lors des Jersic

P. 4

Hand-Ball

Santé publique

Paix et sécurité

Le Cameroun dernier en zone Cemac

Dans le classement 2024 du Institute for Economics and Peace, le pays est indexé pour ses difficultés à mettre fin à la crise sociopolitique dans les régions anglophones et à contrer le terrorisme dans l'Extrême Nord.

Le Cameroun n'est plus ce havre de paix tant célébré il y a quelques années. Longtemps présenté comme un îlot de stabilité en Afrique Centrale, le pays perd progressivement ce statut, comme le confirme le rapport 2024 de l'Indice mondial de la paix (Global Peace Index) publié par l'Institute for Economics and Peace (IEP), un organisme australien. Selon ce classement, le Cameroun occupe la 35ème place sur 44 pays d'Afrique subsaharienne évalués, ne devançant que neuf Etats, dont la République démocratique du Congo, bonne dernière en raison de la dégradation sécuritaire persistante dans l'est de ce pays. Au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac), le Cameroun occupe le dernier rang, loin derrière le Tchad, la Centrafrique ou le Gabon. Un classement qui sonne comme un échec pour un pays longtemps cité en exemple de stabilité dans la sous-région.

Pour l'IEP, ce déclassement s'explique par deux foyers d'instabilité majeurs. D'une part, la crise sociopolitique dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où des groupes armés séparatistes affrontent depuis 2016 les forces gouvernementales, causant des milliers de morts et un exode massif de civils. D'autre part, la menace persistante de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, qui continue de lancer des attaques meurtrières contre les populations et les forces armées. Le rapport souligne la *« coexistence de plusieurs foyers d'insécurité »* qui minent la paix sociale et aggravent la perception extérieure du Cameroun. Le pays figure d'ailleurs à la 11ème place mondiale des États les plus touchés par le terrorisme, selon un autre classement de l'IEP datant de 2022. Cette étude relevait déjà que le Cameroun avait enregistré 37 attaques de Boko Haram en 2021, causant 58 décès, surpassant même le Nigeria pour la deuxième année consécutive en nombre d'attaques. Cependant, malgré ce tableau inquiétant, l'Indice mondial de la paix 2024 note un léger progrès du Cameroun, qui gagne cinq places au niveau mondial pour atteindre la 137ème position sur 163 pays classés. Ce relatif mieux ne doit pas masquer l'essentiel : le Cameroun reste l'un des pays les moins pacifiques d'Afrique, loin derrière l'île Maurice (26ème mondiale), modèle de stabilité sur le continent. A l'échelle mondiale, l'Islande conserve sa première place, suivie de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande, tandis que l'Afghanistan ferme la marche.

La dégradation sécuritaire au Cameroun renvoie à une crise structurelle de gouvernance de la paix et de prévention des conflits. Entre un dialogue national resté sans effets tangibles sur la crise anglophone et une lutte contre Boko Haram qui se limite trop souvent à la réponse militaire, le pays peine à inventer une stratégie durable de paix. La persistance de la violence armée, du terrorisme et des déplacements forcés souligne la nécessité d'une nouvelle approche, fondée sur la négociation, l'inclusion sociale et la résilience communautaire.

Alain Leuwat

Dr Leonel KEPTCHUIME K.

« Corriger les inégalités »

Le sociologue propose des pistes de solutions pour reconstruire une paix durable au

L'Institute for Economics and Peace (IEP) a récemment publié son Indice mondial de la paix 2024. Comment analysez-vous la place du Cameroun, classé dernier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale ?

Comme vous l'avez signalé, selon l'IEP, dans la sous-région Afrique centrale, le Cameroun se trouve au bas de l'échelle dans le classement des pays où règne la paix. Pour rappel, les facteurs d'évaluation pris en compte par cette organisation sont, entre autres : l'ampleur des conflits nationaux et internationaux, la sûreté et la sécurité, la militarisation. A partir de cet ensemble d'indicateurs objectivement vérifiables, la position du Cameroun dans ce classement peut nettement se comprendre. Prenant le cas des conflits nationaux, nul besoin de souligner que le Cameroun fait face à un ensemble de crises sociales militarisées à l'instar de la guerre contre la nébuleuse Boko Haram dans une de sa partie septentrionale, la crise du NOSO dans les zones anglophones. Sur le plan de la sécurité et de la sûreté, il faut signaler que le Cameroun, notamment dans ses grandes aires urbaines, fait face à des crises sécuritaires permanentes. On peut citer, entre autres : les rapts et enlèvements contre rançon, l'exacerbation de la grande criminalité urbaine, les violences conjugales, les homicides, les agressions polyformes, etc.

Depuis 2016, les conflits persistent dans les régions anglophones et l'Extrême-Nord du Cameroun. Pensez-vous que ces facteurs suffisent à expliquer ce classement, ou faut-il y ajouter d'autres dimensions moins visibles mais tout aussi structurantes ?

Dr KEPTCHUIME K. Leonel

Les conflits persistants dans les régions anglophones et l'Extrême-Nord, ne rendent pas heuristiquement compte de ce classement. Au-delà de ces cas spécifiques, il s'observe également d'autres types d'affrontements bien empiriques, à l'instar des conflits agropastoraux dans les régions septentrionales ; des affrontements intercommunautaires ; de l'insécurité causée par l'arrivée massive des déplacés internes et des réfugiés dans presque toutes les régions du pays ; de l'exacerbation de la violence urbaine à travers des agressions, des enlèvements, la montée du taux de criminalité, la violence domestique, etc. Egalement, il y a d'autres facteurs moins visibles, mais tout aussi structurants qui participent à rendre le climat social délétère au Cameroun. A ce sujet, on peut citer, entre autres : le chômage des jeunes, la corruption, le détournement des derniers publics, la montée croissante des discours de haine, le tribalisme, le favoritisme, etc., qui participent à fragiliser durablement la paix.

Quelles seraient, à votre avis, les pistes concrètes de reconstruction d'une paix durable et inclusive au Cameroun ?

Comme pistes concrètes d'une possible reconstruction d'une paix durable et inclusive au Cameroun, nous pouvons évoquer plusieurs éléments. Notamment la mise sur pied d'un véritable dialogue inclusif de réconciliation nationale. Il s'agit d'organiser une véritable rencontre nationale impliquant toutes les parties prenantes (gouvernement, partis politiques, société civile, leaders communautaires, groupes armés, diaspora). Cette assise aura pour objectif d'aborder les violences passées, reconnaître les torts et proposer des réparations.

En outre, il faut renforcer la gouvernance locale, rendre effective la décentralisation pour donner plus d'autonomie aux Régions, renforcer la transparence dans la gestion de la chose publique. Il faut également promouvoir la justice sociale et l'équité. Ce point consiste à corriger les inégalités d'accès aux services publics, surtout dans les zones marginalisées, promouvoir des politiques de développement équitables entre les Régions pour désamorcer les frustrations identitaires. L'inclusion des jeunes et des femmes n'est pas à négliger. Il urge de mettre en œuvre des programmes d'éducation à la paix, à la citoyenneté et à la tolérance dans les écoles. Aussi, offrir aux jeunes des opportunités économiques, professionnelles pour réduire leur vulnérabilité à la violence. Egalement, favoriser la participation active des femmes dans les processus de paix et de médiation.

Toutefois, il y a lieu de souligner que cette entreprise est assez complexe, et demande une certaine synergie d'actions. L'Etat à lui seul n'est pas totalement capable d'apporter des solutions concrètes et durables. Il faut davantage miser sur la collaboration et l'inclusion des différentes parties prenantes à savoir, les leaders communautaires, les leaders religieux, les organisations de la société civile, les partenaires au développement, les organisations sous régionales et internationales, etc.

Propos recueillis par A. L.

Gestion des déchets

L'équation du financement

Face à la crise chronique du ramassage des ordures, les experts recommandent la création d'un compte d'affectation spécial afin de garantir le paiement à temps des entreprises prestataires.

L'image de camions à l'arrêt, de montagnes d'ordures dans les quartiers, et de travailleurs en grève, est devenue tristement familière dans les grandes villes camerounaises. A l'origine de cette situation : des retards récurrents dans le paiement des entreprises en charge du ramassage des ordures. Une crise structurelle que les états généraux sur la gestion des déchets, tenus les 6 et 7 mai 2025 à Yaoundé, ont tenté d'analyser pour mieux y remédier. L'une des principales recommandations formulées par les participants est la création d'un compte d'affectation spécial. Selon les acteurs du secteur, cet instrument budgétaire permettrait d'assurer un transfert rapide et transparent des ressources financières (droits d'accises, subventions, etc) vers les communes et communautés urbaines.

En clair, il s'agit de sécuriser les financements et de garantir le règlement des prestations effectuées, en particulier la part de 85 % due par l'Etat aux entreprises de collecte. *« Ce compte spécial serait un mécanisme de respiration pour le secteur. Il permettrait de lever un des principaux goulots d'étranglement : les délais interminables de paiement »*, confie un expert en assainissement ayant participé aux travaux.

Douala, le 03 avril 2025. Un gros tas d'immondices jonche la chaussée près du campus 1 de l'université

A Yaoundé, sur les 2600 tonnes d'ordures générées quotidiennement, à peine 50% sont collectées. Même constat à Douala où, malgré ses 3000 tonnes de déchets produits par jour, les capacités de ramassage peinent à suivre. Résultat : insalubrité ambiante, risques sanitaires et conflits sociaux au sein des entreprises de propreté. A titre comparatif, la ville d'Abidjan, en Côte d'Ivoire parvient à collecter 90% des plus de 4400 tonnes quotidiennes de déchets. Une performance que les experts camerounais attribuent à une meilleure organisation et surtout à un financement soutenu et bien ciblé.

Mais au-delà du compte spécial, d'autres pistes ont été évoquées. Les participants plaident pour une réforme globale du système de financement, en intégrant notamment les sources de production des déchets, ainsi que les financements climat. Le recours au Feicom est également envisagé, afin de soutenir les communes dans leurs efforts d'assainissement. Autre recommandation notable : la révision des articles 157 et 241 du Code de la décentralisation pour transférer aux communes d'arrondissement les compétences en matière de collecte, de tri et de valorisation des déchets. Une proposition qui suscite déjà des réserves. *« Confier cette mission à des structures locales peu outillées risque de désorganiser davantage un secteur déjà en crise »*, prévient un autre acteur du milieu.

Alain Leuwat

Santé publique

Promesse flatteuse, réalité cruelle

Malgré l'annonce du recrutement de 4.144 agents de santé en avril dernier, le système sanitaire camerounais reste confronté à un déficit de 68 000 personnels.

Des apprenants découvrent les fonctions des microscope.

C'est une mesure qui aurait dû susciter un soulagement unanime. L'annonce, en avril 2025, de la contractualisation de 4.144 agents de santé par le gouvernement camerounais, répondait à une promesse réitérée de la contractualisation de 9.944 personnels de santé par le président de la République, Paul Biya, dans ses discours du 31 décembre 2024 et du 10 février 2025. Mais derrière l'effet d'annonce, les réalités du terrain révèlent une tout autre image : celle d'un système de santé à bout de souffle, miné par un déficit chronique en ressources humaines. Le 4 avril dernier, le communiqué signé par le Pr Magloire Séraphin Fouda, Secrétaire général des services du Premier ministre, a fait le tour des réseaux sociaux, suscitant l'espoir chez les nombreux personnels précaires. Ces agents, souvent en poste depuis plus d'une décennie dans des conditions difficiles, voient dans cette contractualisation une reconnaissance tardive de leur engagement.

Même après ce recrutement, le fossé restera grand entre les effectifs et les besoins. Peu avant l'annonce de recrutement du président Paul Biya, le ministre de la Santé publique, Manaouda Malachie, révélait en décembre 2024 devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, un déficit alarmant de 68.000 personnels de santé au niveau national, contre 55 000 en 2021. En clair, le manque s'est creusé de 13 000 postes en seulement quatre ans. Et la contractualisation annoncée ne représente qu'une goutte d'eau dans un océan de besoins. *« Même les 4.144 postes ne suffisent pas à répondre à la demande »*, déplore Sylvain Nga Onana, président du syndicat CAP/Santé.

La pénurie concerne tous les niveaux : médecins, infirmiers, sages-femmes, techniciens de santé, etc. Le paradoxe est d'autant plus saisissant que des centaines de diplômés sortent chaque année des facultés de médecine du pays, pour gonfler les rangs des chômeurs ou rejoindre des destinations prisées comme le Canada. Entre avril et août 2024, près de 6.000 médecins camerounais auraient quitté le pays, selon le Groupement des entreprises du Cameroun.

La contractualisation, bien qu'indispensable, semble donc à la traîne. Elle intervient dans un contexte où les besoins sont non seulement énormes, mais aussi urgents. Les personnels en poste se retrouvent débordés, souvent affectés dans des zones enclavées, avec des plateaux techniques obsolètes, et sans perspectives de carrière. *« C'est une victoire, mais partielle »,* nuance la psychologue Audrey Pokam. « Nous avons besoin d'un plan global, cohérent et durable pour redresser le système », ajoute-t-elle. Un avis partagé par Flavie Mengue, présidente régionale de l'Association des Sages-femmes du Cameroun (ASFAC), qui insiste sur l'importance de stabiliser les effectifs dans les zones rurales où les défis sanitaires sont les plus criants.

Alain Leuwat et Guy Etom

Sécurité alimentaire

Le PAM intensifie sa mission au Cameroun

Un protocole d'accord de collaboration a été signé avec le gouvernement afin d'autonomiser économiquement la femme, la jeune fille et les familles.

Yaoundé le 27 juin 2025. L'échange des parapheurs entre la Minproff et le réprésentant du PAM.

Le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (Minproff) viennent de réaffirmer leur engagement commun en faveur de l'égalité des genres, du développement inclusif et du renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables du Cameroun. A l'issue de la signature de ce protocole, une attention particulière sera portée sur la promotion de l'autonomisation économique des femmes et des filles, en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le protocole d'accord de collaboration stratégique, signé à Yaoundé le 27 juin 2025, vise également le soutien aux initiatives devant promouvoir l'autonomisation sociale des femmes et des filles, le renforcement de la promotion et de la protection des droits de la famille et de l'enfant, la contribution au développement de la coopération Sud-sud, ainsi que l'amélioration des mécanismes de recherche, de suivi et d'évaluation.

Ce protocole a une validité de trois ans renouvelables d'un commun accord. L'enjeu est de faire progresser la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes et la résilience au Cameroun et bien d'autres initiatives qui ont été formulées dans la nouvelle collaboration entre le PAM et le gouvernement du Cameroun. L'organisme de l'Onu s'est résolu à fournir une assistance technique et la mobilisation conjointe des ressources, y compris le partage d'expertise.

Gianluca Ferrera, Directeur Pays et Représentant du PAM pour le Cameroun, résume les grandes lignes sur ladite collaboration : *« Nous avons pris l'engagement de contribuer à l'amélioration les conditions de vie des femmes, de la petite fille et de la famille, dans les zones vulnérables d'intervention. Le ciblage des bénéficiaires que nous faisons lorsque nous intervenons dans les Régions en crise, ou exposées à des catastrophes naturelles, prendra en compte les recommandations, les suggestions, les avis qui viennent des cadres du Ministère délégués sur le terrain, afin qu'on puisse effectivement en priorité, protéger les plus vulnérables. il s'agit souvent des femmes, des enfants et des ménages pauvres exposés à une insécurité alimentaire chronique. »*

Personne ne sera négligée, a assuré la Minfoff, Marie Thérèse Abena Ondoa née Obama. *« Il y a les personnes vulnérables dans les grandes agglomérations mais la majorité des personnes vulnérables se retrouvent dans les zones rurales. Le Ministère a des structures au niveau central, au niveau régional, au niveau départemental et au niveau des arrondissements. Elles travaillent en collaboration étroite avec des associations de femmes qui existent dans ces zones reculées »*, a-t-elle expliqué.

Bertin Bidja

Programme Alimentaire Mondial

Faire face à la faim et à la malnutrition

Le Programme Alimentaire Mondial constitue un des multiples démembrements de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Il apporte de l'aide aux populations en conflits, sinistrés par les guerres, les catastrophes naturelles ou les changements climatiques. Cette organisation vient en aide aux couches sociales les plus fragiles, dans des situations d'urgence alimentaire. Aussi, s'investit-elle pour alléger les souffrances des plus démunies.

Au Cameroun, le Programme Alimentaire Mondial, fournit une aide alimentaire d'urgence aux populations victimes de guerres et de conflits. Dans cette perspective, il intervient auprès des réfugiés centrafricains, dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. Le PAM effectue également des appuis auprès des personnes déplacées et aux communautés touchées par les crises, tels les conflits dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il est aussi présent dans la Région de l'Extrême-Nord, ravagée par la crise de Boko Haram. Le PAM accompagne l'éducation des enfants et des jeunes filles, à travers un appui constant à l'alimentation de jeunes élèves. Ce type d'intervention permet de réduire le fardeau financier des parents. Il accroît la fréquentation et le niveau scolaire des jeunes filles, réduit leur vulnérabilité face à la pauvreté et à l'ignorance. L'organisation permet par ricochet, de lutter contre divers types de violences liées au genre (mariages forcés, mariages précoces, grossesses indésirées, etc).

Ces interventions, multiples par leur diversité, leur densité et leur fréquence, donnent du relief à la mission du PAM. Celle-ci se doit de favoriser l'accroissement de la résilience des populations surtout celles des plus démunies face aux catastrophes naturelles ou celles crées par les hommes. Elles permettent le relèvement précoce des communautés face aux conflits, aux guerres ou aux effets dévastateurs du changement climatique. Elles stimulent la prise en compte de l'importance des questions alimentaires dans les fora internationaux vis-à-vis des populations issues des pays pauvres, abandonnés. Le PAM intervient dans des pays minés par des guerres à répétitions, tiraillés aussi par des conflits fratricides ou des brimades subies dans des situations d'hostilité ponctuelle ou permanente (Gaza, Soudan du Sud, République Démocratique du Congo, Soudan, Nigéria...)

Défier la dépendance alimentaire chronique

Le PAM permet ainsi de lutter contre la faim, à travers le soutien aux petits agriculteurs, l'appui aux systèmes de résilience agricole, afin de permettre à l'agriculture familiale de prospérer, aux petits agriculteurs de faire fructifier leurs terres et d'éviter de sombrer dans la dépendance de l'aide et le chantage alimentaire permanent, du fait de la récurrence de la pauvreté.

Grâce à la passion, au dévouement et au professionnalisme de plus de 23 000 personnes dans le monde, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) est présent dans plus de 120 pays et territoires, apportant une aide alimentaire vitale aux personnes déplacées par les conflits et démunies à la suite de catastrophes, l'organisation aide les individus et les communautés à trouver des solutions innovantes aux multiples défis auxquels ils sont confrontés pour construire un avenir meilleur.

Le PAM travaille avec les gouvernements, d'autres agences des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, des entreprises privées, pour mobiliser des ressources, trouver des solutions innovantes et atteindre les communautés vulnérables avec l'assistance dont elles ont besoin.

T.K.M.

Jersic 2025

Des innovations qui changent la vie

L'esplanade de l'Hôtel de ville de Yaoundé a abrité du 14 au 17 juillet dernier, la 9ème édition des Journées d'excellence de la recherche scientifique et de l'innovation du Cameroun (Jersic). Voici quelques résultats du travail des chercheurs.

Maladies

Le Centre Pasteur en pointe de l'anticipation

L'institution innove dans la vaccination contre la rage, et mène la prévention contre les maladies hydriques.

Les stands du Centre Pasteur du Cameroun (CPC) étaient bien en vue sur le site des 9èmes Journées d'excellence de la recherche scientifique et de l'innovation du Cameroun (Jersic). Ces espaces ont été une vitrine au savoir-faire du Centre dans le traitement des maladies silencieuses, notamment la rage.

Selon le Dr Rodrigue Poueme, Coordonnateur national du Projet Race/CPC, la rage est un problème de santé publique au Cameroun. Depuis 2013, les décès liés à la rage sont en augmentation. Le programme One Health, qui traite de zoonose au Cameroun, classe la rage parmi les premiers virus prioritaires. Pour endiguer la maladie, le Cameroun a bénéficié d'un appui de la coopération allemande à travers l'Organisation mondiale de la santé animale qui a accordé un financement de 5 ans pour mettre en œuvre un plan stratégique d'élaboration de l'élimination de la rage d'ici 2030. L'objectif étant de ne plus enregistrer de décès humain liés à la rage transmise par les chiens.

« Le projet était pensé pour améliorer le système de surveillance de notre pays, en vaccinant les chiens contre la rage, et en administrant aux personnes mordues des prophylaxies post-exposition. On pourra d'ici 2030 faire face à cette maladie », confie le Dr Rodrigue Poueme. Le Centre Pasteur est à 2 ans d'activité sur le terrain, et deux campagnes de vaccination gratuite des chiens ont été effectuée. Plus de 215 000 chiens sont vaccinés. Le Centre a administré 1000 prophylaxies post-exposition aux personnes mordues par les chiens ou les chats. Il a également formé le personnel de terrain à faire le test rapide de diagnostic de la rage. En dix minutes, on peut diagnostiquer un cas suspect de rage sur le terrain, et ainsi améliorer tous les systèmes de santé. *« La prochaine campagne de vaccination aura lieu au mois d'août prochain. Selon l'Organisation mondiale de la santé, en vaccinant 70% de la population canine, l'on est en mesure de rompre le cycle de transmission de lyssavirus rabies ; et la rage sera un triste souvenir »*, rassure le Coordonnateur national Projet Race/CPC. Il poursuit : « Le vaccin contre la rage est gratuit. *Il y a une kyrielle de vaccins dans les pharmacies. Il y a le vaccin Novatis des Mst pour les chiens. Pour les humains, c'est le Berorab. Il est utilisé pour la prévention et le traitement de la rage, que ce soit avant une exposition potentielle ou après une exposition connue ou suspectée. »*

Le stand du Centre Pasteur du Cameroun

« La rage fait partie des maladies tropicales négligées. C'est une maladie sous notifiée. Lorsque les symptômes se développent, le patient meurt. Il n'y a pas de traitement lorsque les symptômes se manifestent », prévient Dr Rodrigue Poueme.

Maladies hydriques

Le Centre Pasteur du Cameroun (CPC), pour venir à bout des maladies hydriques, recourt aux données environnementales, notamment climato, météo et épidémiologiques. *« Au cours de nos travaux de recherche, nous avons réalisé un modèle qui nous permet de prédire le nombre de cas dans une période en fonction de son facies climatologique. Si dans une zone, l'on constate qu'il y a plus de précipitation et d'inondation, une température élevée, et plus d'humidité, nous pouvons déduire qu'il y aura le choléra, le paludisme et la grippe. A la vérité, le modèle est appliqué et testé sur trois maladies »*, explique Hornela Theresa Ossomba, doctorante en biogéographie. A travers ces recherches et innovations, le CPC entend se positionner comme un acteur de référence sur la thématique climat-santé au Cameroun.

Olivier Mbessité

Technologies

Des drones solaires made in Cameroon

La startup Tagus tient le pari de faire décoller ces appareils dotés de panneaux photovoltaïques.

Des drones solaires made in Cameroon exposés par la startup Tagus.

Le Cameroun regorge des talents. Les étudiants sortis de l'Ecole polytechnique de Maroua le prouvent à suffire. La jeune startup camerounaise Tagus Drone s'est installée dans la fabrique des drones dotés de plaques photovoltaïques. Ce qui leur offre l'avantage d'avoir une autonomie en énergie pour voler et faire toutes sortes de tâches.

Peguy Joël Ngane ketchatang, ingénieur et responsable de la cartographie et du pilotage des drones, explique le bien-fondé de l'innovation scientifique : *« l'entreprise est mise sur pied depuis 2019 avec pour leitmotiv de concevoir des drones qui vont fonctionner à l'énergie solaire. Ceci permet de résoudre les problèmes de batterie. Chez les drones Phantom 4 pro, ou les petits drones amateurs pour les enfants, l'autonomie varie entre 15 mn et 30 mn. Pour les rendre plus efficaces et productifs, on a pensé à intégrer des panneaux solaires qui vont permettre à l'appareil d'avoir une capacité d'autonomie de 40 mn à 45 mn, voire plus. Le drone vole, il se recharge automatiquement à l'aide des plaques photovoltaïques incorporées. »*

Les drones sont des appareils multitâches. Ils servent à la surveillance, interviennent dans la guerre. C'est un grand atout dans l'agriculture et le transport de certaines charges. *« En période de Covid-19, nous avons conçu un drone qui devrait sensibiliser les populations sur les mesures barrières, et porter les charges pour la livraison de certains médicaments. Il peut porter une charge de 5 kg. Ce drone se fait sur commande. Nous pensons développer les drones qui vont servir dans l'agriculture, pour pulvériser les champs. On le fait certes, mais il faut multiplier les appareils pour que chacun se dote d'un appareil pour réduire la pénibilité du travail. Avec l'aide de l'intelligence artificielle, un étudiant a innové un drone permettant de déceler les zones les plus touchées ou affectées par la pourriture dans un champ »*, se réjouit Peguy Joël Ngane Ketchatang.

Difficultés

Les drones solaires sont fragiles. Les cellules solaires, en particulier les modèles minces, sont sensibles aux vents forts et à la pluie. Ces intempéries peuvent affecter négativement les performances d'un appareil et même le rendre inopérant. Ces appareils solaires peuvent être vulnérables aux conditions météorologiques lors des vols à haute altitude où l'environnement est plus rude.

En résumé, les drones solaires offrent des avantages potentiels considérables, notamment en termes d'autonomie et de durabilité. Raison pour laquelle l'ingénieur Peguy Joël Ketchatang Ngane sollicite le soutien des pouvoirs publics pour accompagner les startups qui ploient sous le poids des impôts très élevés, sans compter les longues et difficiles procédures à suivre avant d'être autorisé à couvrir des évènements nationaux de grande portée.

Olivier Mbessité

Surveillance environnementale

De quoi mesurer la qualité de l'eau et l'air

Les appareils mis au point à l'Institut de recherche géologique et minière permettent de veiller sur la santé humaine.

La randonnée à l'esplanade de l'hôtel de ville de Yaoundé à l'occasion des Jersic a été une aubaine pour les visiteurs curieux de toucher du doigt le travail des chercheurs sortis des laboratoires. Ces hommes et ces femmes s'arriment aux problématiques de leur temps, notamment le développement durable. Les problématiques inhérentes à l'environnement cristallisent donc l'attention. A la vérité, l'on vit des changements climatiques, la pollution des eaux, de l'air, pour ce qui est des villes industrialisées, ainsi que des phénomènes de radioactivité. Pour apporter des solutions à tous ces problèmes environnementaux, le chercheur de l'Institut de recherche géologique et minière, le Dr Jacob Tamté, a conçu des appareils de *« surveillance environnementale ».*

Le Dr Jacob Tamté présente les appareils mis au point à l'Institut de recherche géologique et minière.

Il s'agit des appareils de mesure de la qualité de l'eau, de l'air et de la radioactivité environnementale. *« Ce sont des appareils que nous-mêmes avons développé au Cameroun ; c'est du made in Cameroon »*, laisse entendre Jacob Tamté. Selon l'inventeur, l'innovation scientifique poursuit un double objectif. D'abord, il est question de pallier au manque d'équipement dans les laboratoires universitaires. *« Nous essayons de développer des équipements qui vont nous permettre d'aller sur le terrain »*, explique-t-il. Deuxièmement, ces équipements permettent de résoudre des problèmes sanitaires. *« Lorsque vous observez les équipements de surveillance environnementale, la pollution de l'air de nos jours tue les enfants, les personnes âgées. Ici, ces appareils servent à faire des mesures, à analyser la qualité de l'air. Dans un biotope précis on voit, on mesure les concentrations des polluants, on compare avec les valeurs seuils de l'Organisation mondiale de la santé, on sait si la pollution est très élevée et on donne des recommandations pour pouvoir assainir l'environnement. C'est le même procédé pour l'eau. Nous pouvons détecter des paramètres photochimiques qui sont dangereux pour la santé.»,* explique le Dr Jacob Tamté de l'Institut de recherche géologique et minière de Yaoundé.

Olivier Mbessité

Editorial

Nuit noire de confusions

Samedi 26 juillet 2025 à 12 heure, timing exact prévu pour la publication par ELECAM de la liste des candidats retenus pour l'élection présidentielle d'octobre, les Camerounais attendent les sons du carillon devant égrener les noms des candidats appelés à concourir le 12 octobre prochain pour le poste de Président de la République. Il faut dire qu'en prélude de la liste publiée par ELECAM, une autre, à l'identique, était déjà apparue sur les réseaux sociaux, quelques jours plus tôt. De fait, depuis ce samedi 26 juillet, les noms sont désormais connus de tous. Treize (13) candidats retenus au total. Maurice Kamto pourtant un des éléments phares de cette élection présidentielle, est recalé au portillon. Pas de MRC, déjà conspué dans un tintamarre médiatique sans précédent par tous les sons de cloches proches du pouvoir en place. Pas de Manidem, le parti d'emprunt saisi à la dernière minute, afin de contourner la nébuleuse d'arguties juridiques apprêtées par le régime pour empêcher toute issue favorable à une telle candidature. L'exclusion pure et simple de Maurice Kamto apparaît comme un déni de démocratie, voire un nivellement par le bas de la compétition politique. Une atteinte à la transparence dans le processus électoral. out ceci suscite une forte cirsconspection de la part des electeurs et un déficit de confiance dans le processus electoral en cours. La remise en cause de cette confiance, risque de rejeter certains citoyens à la marge. Ces derniers estimant que la compétition politique est éternellement verrouillée, pourraient choisir d'autres voies. Ce qui n'est pas de bonne augure pour notre pays et la démocratie à laquelle la majorité des citoyens croient encore et pour laquelle de nombreux électeurs se sont mobilisés.

Ces pratiques d'exclusion mettent à rude épreuve, la crédibilité de l'organisation devant procéder à la régulation du processus électoral, et jettent une lumière crue sur la question de l'intégrité des élections à venir. Depuis le début, ce processus électoral a conforté l'effronterie et l'esbroufe, faisant intervenir des imposteurs, des charlatans et des bluffeurs, vis-à-vis de certains candidats des plus en vue, dont Maurice Kamto. La disqualification hâtive de ce candidat plus qu'attendu à cette élection, rend le processus vaseux, incapacitant et peu transformateur d'une société camerounaise en quête de mutations. Ce recalage constitue un coup dur pour la démocratie, une césure du progrès dans l'amélioration de nos institutions. Une remise en cause de nos prétentions de tolérance et d'inclusion, dans un contexte de demande d'une avancée démocratique et de quête d'une aube nouvelle, source de remise en cause des mœurs politiques éculés. Ce recalage crée une alliance d'avec l'intolérance politique et une confrontation avec l'éthique. L'élimination de Maurice Kamto sonne comme une ode à l'excroissance des mœurs politiques passéistes et dévergondées. Celle-ci est très loin de constituer la marque de fabrique d'une société compétitive, ouverte et soucieuse de fiabilité et d'efficacité.

A cet effet, la disqualification de la candidature de Mr Kamto procède d'une banalisation de l'effronterie, et un dangereux précédent, mettant à mal la compétence et l'audace, de même que la présomption d'efficience, dans un monde plus que jamais compétitif, dangereux et sans pitié pour les faibles et les attardés. Un monde aux entournures de continuum d'une guerre permanente entre connaissance et ignorance, domination et impuissance, magnificence et déchéance, somptuosité et affaissement. Un monde où les nations ont le choix entre discernement et aveuglement. Un monde qui défie les versatilités et l'abrutissement, par une effervescence et une vitalité, susceptible d'empoigner la connaissance pour la transformer en niche de richesses. C'est cela les défis de demain, et les calculs politiciens n'y feront rien, si ce n'est maintenir perpétuellement le Cameroun dans la gadoue, les régressions de toutes sortes. Dans le même temps, des pays y compris ceux qui faisaient naguère notre risée, s'élancent dans l'univers des nations en croissance, alliant intelligibilité politique et compromis social.

Hélas, les élections d'octobre 2025, sont déjà marquées dès l'entame du processus, par des crocs-en-jambe. Elles ouvrent le champ à une nuée d'interrogations. Notre pays risque ainsi de continuer à sombrer dans un lent délitement, une nuit noire marquée par la cacophonie, la confusion et le désordre. Un cirque dans lequel la loi du plus fort sera toujours la meilleure, et pour laquelle les populations seront toujours perdantes, parce qu'elles ne méritent pas, à bien des égards, le rejet actuel de l'establishment politique, marqué par l'arrogance, le mépris et la recherche permanente de la confrontation. Le peuple quant à lui, n'aspire qu'à vivre dans l'harmonie, dans une fraternité Républicaine, garante des mêmes chances pour tous.

Tientcheu Kameni Maurice

Présidentielle 2025

Maurice Kamto : que peut la vague de solidarité ?

Le Cameroun retenait son souffle avant le 26 juillet. Puis ce jour inévitable, le temps a semblé s'arrêter, même après la publication par Elecam de la liste provisoire des candidats à la présidentielle du 12 octobre. A travers le pays, les forces de sécurité ont maintenu l'état d'alerte ; et la capitale est restée militarisée. Si la liste est désormais connue, le cas d'un homme continue de cristalliser les attentions : Maurice Kamto investi par le parti Manidem d'Anicet Ekanè. Ses supporters, tout comme ses détracteurs, sont passés par toutes sortes d'émotions. Ce qui justifiait peut-être le dispositif sécuritaire renforcé. Cet épisode de fièvre en dit long sur ce que seront les jours prochains alors que ne cesse de grossir la vague de solidarité en faveur de la candidature de Maurice Kamto. Les attentions et la tension sont désormais dirigées vers le Conseil constitutionnel qui décidera du sort du Professeur de droit.

Yaoundé

Les bidasses s'installent dans la ville

Ce 26 juillet 2025, la capitale s'est transformée en une zone de sécurité renforcée. Le Pouvoir est sur les dents, sous le regard inquiet du monde.

Yaoundé. Une ruelle menant à Elecam barricadée par les

Dès les premières heures du 26 juillet 2025, les rues de Yaoundé ont été le théâtre d'un déploiement impressionnant des forces de maintien de l'ordre. Les entrées menant au siège d'Elections Cameroon (Elecam), situé dans le quartier ministériel, ont été barricadées par des hommes en tenue, transformant le Centre administratif en une zone quasi-militaire. Des points stratégiques de la ville, notamment les ronds-points, ont également connu un renforcement significatif de la présence de la police et de la gendarmerie. Cet état de siège préventif n'est pas sans rappeler les mesures drastiques souvent mises en œuvre par le régime en place lors d'événements politiques sensibles.

l'alerte de l'avis de sécurité émis par le Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies (UNDSS) au Cameroun, daté du 25 juillet 2025, a contribué à cette atmosphère de tension. Le document met en garde contre de possibles manifestations au centre-ville de Yaoundé et aux abords du siège d'Elecam en cas de rejet de certaines candidatures. Il recommande explicitement d'éviter la circulation autour du siège d'Elecam à partir de 9h00, prévoyant une interdiction de mouvement dans la zone.

Des itinéraires clés, comme le Rond-point du ministère de l'Education, les Services du Premier Ministre, l'axe du Lac municipal derrière Elecam, le Ministère des Finances, ainsi que le rond-point de la Poste Centrale, seraient également à éviter. Ces recommandations soulignent la gravité de la situation et la préoccupation des organisations internationales face à la réaction potentielle de la population. Le Ministre de l'Administration Territoriale, Paul Atanga Nji, a d'ailleurs tenu une réunion avec les autorités administratives de la ville ce même 26 juillet, dans le but de renforcer les mesures de sécurité en cette période électorale. Etaient présents autour de la table: le préfet du Mfoundi, Emmanuel Mariel Djikdent, les sept sous-préfets de Yaoundé, ainsi que plusieurs collaborateurs du Ministre. Le Minat, garant du maintien de l'ordre public pendant les périodes électorales, entend à travers cette concertation, renforcer la coordination entre les différentes autorités administratives pour garantir un climat de paix et de sécurité durant toute la phase préélectorale.

La principale raison de cette militarisation réside dans la publication de la liste des candidats, et plus particulièrement dans l'absence de Maurice Kamto, le candidat investi par le Manidem. Maurice Kamto, figure charismatique et leader du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (Mrc), a toujours été un adversaire de taille pour le pouvoir en place. Son absence de la liste électorale, après la publication des résultats, était susceptible de provoquer une vague de mécontentements et de protestations, justifiant aux yeux du régime le déploiement sécuritaire.

Un scénario récurrent

La militarisation de Yaoundé lors de la publication des listes de candidats n'est pas un phénomène nouveau au Cameroun. Les élections précédentes, notamment la présidentielle de 2018, ont également été marquées par des tensions sécuritaires, bien que l'ampleur et la nature du déploiement puissent varier. En 2018, la publication de la liste des candidats avait déjà suscité des inquiétudes, notamment en raison de la crise anglophone qui sévissait dans le pays. Des mesures de sécurité avaient été renforcées, mais pas avec la même intensité que celle observée ce 26 juillet 2025.

Alain Leuwat

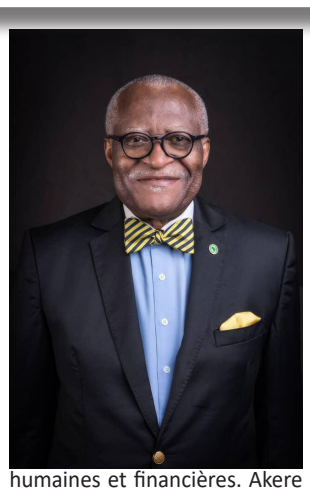
Les 13 présid

Alors qu'Elecam a fait connaitre sa short-list des candidats en vue de l'élection présidentielle d'octob
Iyodi ou de Bougha Hagbe . Afin de mieux étayer les enjeux qui se profilent à l'horizon, *"Afrique en*
assumer un profil d'homme d'Etat en présidant au lendemain des élections présidentielles d'octobre

Akere Muna
Candidat d'un mandat de 5 ans

Investi par le parti Univers, et riche de ses expériences à l'international, l'avocat tient à tordre le cou à la corruption systémique.

L'ex-bâtonnier Akere Muna, investi par le parti Univers et soutenu par d'autres partis d'opposition, dévoile sa vision pour une nouvelle République au Cameroun au lendemain de l'élection présidentielle d'octobre 2025. L'avocat et leader anti-corruption, qui nourrit des ambitions politiques depuis des années, compte réaliser cinq chantiers prioritaires s'il est élu président de la République. Comme priorité des priorités, Me Akere Muna compte mettre en œuvre un programme d'urgence pour le développement local. Le programme consiste à évaluer les 360 communes pour déterminer les besoins en ressources



humaines et financières. Akere Muna, né le 18 août 1952, était candidat à l'élection présidentielle de 2018 avec le mouvement Now, mais avait décidé de retirer sa candidature au profit de Maurice Kamto.

Le parti Univers, qui a investi l'avocat et homme politique Me Akere Muna comme candidat à la présidentielle de 2025 dans le cadre d'une coalition élargie, veut capitaliser sur le rôle structurant de la diaspora dans la transformation démocratique du Cameroun. L'ancien bâtonnier et avocat Akere Muna annonce qu'il cherche à exercer un mandat de cinq ans en tant que président de la République du Cameroun s'il est élu en 2025. *« Je suis candidat d'un seul mandat de transition. 5 ans, pas plus ».* Les bases fondamentales de son magistère au cas où il est élu sont : la transition claire. L'objectif est de poser les bases solides pour une Nouvelle République et passer le relai à une nouvelle génération de dirigeants après ces cinq années de transition.

Me Akere Muna insiste sur le fait que son mandat de cinq ans *« sera placé sous le signe de l'action, avec des objectifs clairs tels que l'éradication de la corruption systémique, le lancement d'une industrialisation verte et la garantie d'une éducation gratuite et de qualité pour tous. »* Pour ce qui est de l'actualité, Me Akere Muna après investiture au sein du parti Univers, a rencontré les Camerounais de la diaspora notamment de la Brigade anti-sardinard (Bas), pour proposer le projet de la reconstruction du Cameroun.

Olivier Mbessité

Caxton Ateki Seta
Souveraineté et

Première tentative. Caxton Ateki Seta a été investi par présidentielle. Il entend convaincre par sa vision souverain en la jeunesse.

Dans le paysage politique camerounais, Caxton Ateki Seta, jeune leader de 39 ans, insuffle un vent de renouveau. En juillet 2025, le Parti de l'Alliance Libérale (PAL) a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle, faisant de lui le premier candidat présenté par ce parti depuis sa création en 1991. Le 18 juillet 2025, il a franchi une étape cruciale en déposant officiellement son dossier auprès d'Elections Cameroon (Elecam), concrétisant ainsi son ambition de briguer la magistrature suprême. Cette démarche a été précédée le 15 juillet par sa démission de son poste de directeur de New-

SETA (Network for Solidarity, Empowerment and Transformation for All), une association à but non lucratif créée en juillet 2013 au Cameroun.

Depuis ce 26 juillet, l'homme politique figure sur la liste des 13 candidats retenus pour la course à la présidentielle du 12 octobre. La vision politique d'Ateki Seta transcende les programmes électoraux pour une philosophie nationale. Au cœ se trouve l'unifi roun, une aspi dans un pays r tensions régiona la crise angloph pas pour lui d'u rique, mais d'une villée au corps,

Serge Espoir Matomba
S'approprier le panafricanisme

Le leader du Purs reprend le combat pour la libération du Cameroun du néocolonialisme, source d'asservissement et d'aliénation.

Il est candidat investi du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs). Après sa première tentative à l'élection présidentielle de 2018, Serge Espoir Matomba ira pour la deuxième fois à l'élection présidentielle de 2025. Il est le premier secrétaire du Purs. Conseiller municipal à Douala IV, il prend régulièrement la parole pour dénoncer les injustices que subissent les populations à cause de la gestion indélicate de l'Etat par le parti au pouvoir.

La vision du premier secrétaire du Purs revêt une forte coloration de panafricanisme. Il prône une rupture totale avec le système hérité de la colonisation. Refus de coalition de façade, sortie du franc Cfa, réécriture de la constitution. Le leader du Purs assume une ligne souverainiste dure, inspirée de l'Alliance des Etats du Sahel. Ce penchant ou admiration des Etats du Sahel a pour fondement sa der-

nière rencontre avec le président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré. Au cœur des échanges, la souveraineté africaine. C'est d'ailleurs le thème central du livre-projet de Matomba. Sa vision politique s'appelle le « Podolisme » qui renvoie à la souveraineté populaire et territoriale.

Serge Espoir Matomba est né le 30 septembre 1979 à Douala. A l'époque, Paul Biya est le Premier ministre sous le président Ahmadou Ahidjo. Il fait ses premières armes notamment lors d'un stage au sein de l'entreprise Okoyo qui le conforte dans ses envies d'entrepreneuriat. A 17 ans, il crée sa propre structure, Espoir LDA, un cabinet d'étude de viabilisation de projet d'import-export, avec lequel il conseille des entreprises au sujet de leur stratégie. Puis il tente sa chance à l'étranger au Portugal et y crée Ton Super, une société de conseil dans le secteur des hydrocarbures. En 2010, il fonde avec les autres personnalités, le Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) et en devient le premier secrétaire. Objectif : s'appuyer sur la jeunesse afin de proposer une alternance politique axée sur la bonne gouvernance. Dans les colonnes du magazine Jeune Afrique, le Purs s'active durant la campagne présidentielle de 2011, puis les législatives et les municipales de 2013. Il obtient lors de ces dernières sa première victoire. Le 30 septembre 2013, Serge Espoir Matomba est élu conseiller municipal de la commune de Douala IV.

OM

Issa Tchiroma Bakary
L'allié devenu dissident

Le candidat du Fsnc tourne résolument la page de trois régime de Paul Biya.

Issa Tchiroma Bakary fait partie des 13 candidats retenus à la présidentielle prochaine. Le 25 juin 2025, dans une lettre-fleuve de 22 pages adressée aux Camerounais, il a officialisé sa candidature à la magistrature suprême, quelques jours après avoir quitté ses fonctions de Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Dans ce manifeste politique au ton grave, il se présente comme le *« candidat de la Transition »*, appelant à une refondation du système étatique et à une nouvelle donne institutionnelle. Cette annonce, assortie de critiques virulentes envers le Président Paul Biya, qu'il dit avoir *« perdu son envie de gouverner »,* marque une rupture brutale avec un régime qu'il a défendu avec

constance durant plus de 30 ans.

Né le 11 mars 1957, Issa Tchiroma est une figure bien connue du paysage politique camerounais. Tour à tour député, Ministre des Transports (1992-1996), Ministre de la Communication (2009-2019), puis Ministre de l'Emploi

Pierre Kwemo
Le « rassembleur »

Le leader de l'Union des mouvements socialistes est ouvert à l'initiative d'une candidature commune.

C'est un homme politique camerounais, président de l'Union des mouvements socialistes (Ums). Il a été investi candidat du parti le 31 mai 2025. Unique candidat déclaré au primaire de l'Ums, celui qui est en outre député, élu du Haut-Nkam, a été choisi par acclamation. Les délégués du parti ont donné quitus à leur candidat, ancien maire de Bafang, de négocier avec d'autres partis politiques, sur la possibilité d'un ralliement. *« J'entrerai en conclave et je discuterai avec d'autres candidats selon le pouvoir que m'ont donné les délégués du congrès. Je vais aussi en référer au bureau politique de l'Ums qui, selon nos statuts, dispose d'un avis à considération »*, s'était-il exprimé dans les colonnes du quotidien à capitaux publics Cameroun Tribune.

L'ancien cadre du Social démocratic Front(Sdf) reste ouvert à l'union de l'opposition. *« Je suis prêt à me retirer si l'opposition parvient à s'accorder sur une candidature commune »*, avait-il déclaré, confirmant sa participation aux discussions en cours entre les formations d'opposition pour désigner un candidat unique face au parti au pouvoir. Pour Pierre Kwemo, la règle est claire : seule la validation par le Conseil constitutionnel lors de l'examen du contentieux préélectoral déterminera qui pourra légitimement représenter l'opposition unie face au parti au pouvoir.

Pierre Kwemo commence sa carrière politique comme membre du Sdf dont il deviendra un des députés après avoir gagné les élections législatives de l'année 1997 dans le département du Haut-Nkam, région de l'Ouest Cameroun. Après avoir servi deux mandats comme député Sdf du Haut-Nkam, dont l'un comme vice-président de l'Assemblée nationale du Cameroun, et membre de la Commission des finances, Pierre Kwemo quittera le Sdf en 2010 pour poursuivre sa carrière politique indépendante. En 2011, il crée l'Union des Mouvements Socialistes (Ums). Le nouveau parti politique va gagner du terrain dans le département du Haut-Nkam où il sera élu maire de Bafang en 2013. Il prend ainsi les reines d'une commune longtemps contrôlée par le parti au pouvoir, le Rdpc. Promoteur sportif, il crée l'Ums à Loum, un club de football.

Olivier Mbessité

Bello Bouba Maïgari
Entre rupture et

Après plus de 25 ans de silence institutionnel et de loyauté Premier ministre et figure tutélaire de l'Undp entend incarner

Le 28 juin 2025, Bello Bouba Maïgari, jusque-là discret Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs, a officiellement déclaré sa candidature à l'élection présidentielle. Une décision suivie d'une promesse que s'il doit démissionner du gouvernement, il le fera directement auprès du Président de la République, Paul Biya. Il faut dire que les deux hommes se connaissent bien et entretenaient jusque-là plus de trois décennies d'une alliance politique stable. La publication de la liste officielle par Elections Cameroon, ce 26 juillet, place l'homme politique en lice pour l'échéance électorale du 12 octobre.

Derrière son image d'homme mesuré et peu loquace, Bello Bouba Maïgari n'a jamais cessé

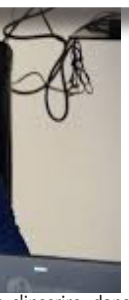
d'exister politiquement. Il entend aujourd'hui fédérer les forces du changement. Sa vision repose sur la construction d'une large coalition nationale, capable d'incarner une alternance démocratique crédible. En brisant son silence, il appelle à tourner la page du statu quo, dans une dynamique de rassemblement, de justice sociale et de réconciliation nationale. L'homme qui ose ce

dentiables

re 2025, quelques figures nouvelles, apparaissent en filigrane. Il en est ainsi de Caxton Ateki Seta, de Samuel Hiram *Eveil"* lève le voile sur ces personnalités, de même que sur la vieille garde des hommes politiques qui tous, veulent 2025, aux destinées du peuple camerounais

unité nationale

le PAL. Il n'a jamais été à une niste, son appel à l'unité et sa foi



s'inscrire dans de refondation eur de son credo cation du Came- ration profonde marqué par des les, notamment one. Il ne s'agit ne simple rhéto- e conviction che- nourrie par son origine même et son expérience du dialogue. Sa volonté affichée de mettre fin à la crise anglophone est un pilier central de sa vision, perçue comme une condition sine qua non à la stabilité et au développement.

Au-delà des frontières intérieures, Ateki Seta prône une indépendance économique farouche. Sa position en faveur de la sortie du franc Cfa et de l'affranchissement vis-à-vis du FMI n'est pas un simple slogan populiste, mais l'expression d'une conviction profonde en la capacité du Cameroun à bâtir sa propre prospérité, loin des diktats extérieurs. Il envisage un Cameroun souverain, maître de son destin économique. La jeunesse occupe une place prépondérante dans sa vision. La lutte contre le chômage des jeunes n'est pas qu'une mesure sociale, c'est un investissement dans l'avenir, une reconnaissance du potentiel inexploité de la force vive du pays.

Né en 1986 dans la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun, Ateki Seta est titulaire d'un BSC en Histoire de l'Université de Buea, complété par un Master en Relations internationales de l'Institut de relations internationales du Cameroun (Iric). Fondateur et ancien directeur exécutif de NewSETA, Ateki Seta Caxton a dédié une part significative de sa vie à l'autonomisation des jeunes, à la promotion d'une gouvernance inclusive et à l'instauration d'un dialogue pacifique.

Alain Leuwat

Hilaire Zipang

Héritier du vide laissé par Ekindi

Après avoir repris le flambeau du Mouvement Progressiste, il défend l'alternance démocratique, l'unité et la réforme de l'Etat.

Le 1er juillet 2025, son nom surgit dans un post Facebook évoquant la Présidence de la République du Cameroun. Quelques jours plus tôt, le 30 juin, il déclarait que Maurice Kamto pourrait incarner l'opposition à l'élection présidentielle, réaffirmant ainsi son engagement pour une candidature unique et un front commun contre le pouvoir en place. Cette posture, loin d'être nouvelle, illustre la constance d'Hilaire Zipang dans la quête d'une alternance effective au sommet de l'Etat.

Son rêve politique a franchi la première borne de la course à la présidentielle, figurant dans la liste des candidats retenus par Elecam. L'homme est aujourd'hui l'un des rares candidats déclarés à la présidentielle de 2025 à conjuguer expérience, ancrage militant et vision structurée du changement. Dès le 19 octobre 2024, dans une

interview remarquée, il annonçait sa candidature à la magistrature suprême, quelques mois après avoir été désigné président intérimaire du Mouvement Progressiste (MP) lors de la convention de Bomono du 6 janvier 2024.

Depuis 1991, Zipang incarne une fidélité sans faille au MP. Formé à l'école de Jean Jacques Ekindi, fondateur charismatique du parti, il a lentement gravi les échelons, devenant Secrétaire national à la communication avant de succéder, de facto, à son mentor rentré dans les rangs du parti au pouvoir le Rdpc. A la fois militant, il s'est attelé à redéployer le MP au-delà de ses bastions, notamment dans les régions enclavées ou fragilisées par les crises sécuritaires.

Hilaire Zipang n'est pas seulement l'héritier d'un parti historique. Pour lui, le Cameroun vit une anomalie démocratique majeure, n'ayant connu aucune réelle alternance depuis son indépendance. Sa vision politique ne se réduit pas à un programme électoral : elle s'érige en projet de société fondé sur la refondation des institutions, l'équité dans le jeu politique et l'ouverture du système à de nouvelles voix.

Pour y parvenir, M. Zipang plaide inlassablement pour l'union sacrée de l'opposition. A ses yeux, seule une coalition structurée autour d'un objectif commun, peut mettre fin à l'hégémonie du pouvoir en place et inverser le cours de l'histoire. Il a ainsi multiplié les démarches en faveur d'un consensus autour d'un nouveau code électoral, et alerté la communauté internationale sur les risques d'une nouvelle crise post-électorale. Son approche stratégique se manifeste aussi par un dialogue constant avec d'autres forces politiques. Il entretient des relations étroites avec l'Union démocratique du Cameroun (Udc), et ne cesse de plaider pour la convergence des partis opposés au régime actuel.

Alain Leuwat

décennies de loyauté au

(2019-2025), il a occupé des postes stratégiques au cœur du pouvoir. Président du Front pour le salut national du Cameroun (Fsnc), sa formation a longtemps été un allié solide du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (Rdpc).

Son ancrage dans la Région du Nord et son entregent politique lui ont permis de bâtir un réseau influent, consolidé par sa fidélité au système. Il plaide pour un « *fédéralisme nouveau, choisi par le peuple souverain* », à entériner par référendum. Dans sa vision, ce modèle doit rapprocher l'Etat du citoyen, rétablir la confiance et offrir des réponses durables aux défis structurels qui minent le pays : insécurité persistante dans l'Extrême-Nord, crise anglophone, pauvreté, corruption endémique et déconnexion entre les institutions et les populations.

L'ancien porte-voix du pouvoir promet également une *« République debout »*, fondée sur la justice sociale, une armée professionnelle, une justice équitable et un redéploiement de l'effort national vers l'agriculture et l'innovation. Il ambitionne un Plan agricole national massif, la création d'un Fonds d'initiative jeunesse pour booster les startups, l'agriculture connectée, les industries culturelles et l'intelligence artificielle, sans oublier les Etats généraux de l'éducation. Cette mue politique soulève interrogations et espoirs. Certains y voient une tentative tardive de rachat, d'autres saluent le courage d'une figure qui ose enfin rompre le silence des fidélités intéressées.

Alain Leuwat

Samuel Hiram Iyodi

Une vision panafricaine pour le Cameroun

A 37 ans, il est le plus jeune candidat engagé à cette élection avec un programme basé sur le panafricanisme et la souveraineté monétaire.

Président de la sous-section du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) du Québec au Canada en 2007, il a ensuite été coordonnateur entre 2017 et 2018 du programme politique d'Akere Muna, dans le cadre du mouvement Now ! Puis il appelle ouvertement à voter Maurice Kamto pour la présidentielle d'octobre 2018. Son programme pour un Cameroun nouveau tient en 12 points essentiels, dont la souveraineté monétaire avec un abandon immédiat du franc Cfa. Il mise aussi sur la réduction du train de vie de l'Etat, avec une réduction du gouvernement à 20 ministres idéalement.

Il compte par ailleurs mobiliser la jeunesse camerounaise autour d'un projet collectif qui incarne une Afrique unie et souveraine. Il prône

un statut spécial pour les enseignants et les médecins, et milite pour la refonte du système éducatif, plus tourné vers la transformation locale. D'autres points tels que la réforme électorale, la refondation institutionnelle et culturelle, le respect des droits et libertés, la lutte contre la corruption et l'adoption de la double nationalité, complètent son programme politique.

Ingénieur des procédés chimiques, il est engagé sur la scène politique depuis de nombreuses années. En 2018, il fonde son parti, le Mouvement patriotique pour la prospérité du peuple (Mp3). Il en est le secrétaire exécutif aujourd'hui. Sans élus, sa candidature est portée par un autre parti, le Front des démocrates camerounais (Fdc), de Denis Emilien Atangana.

Souvent identifié comme le candidat de la jeunesse face à la gérontocratie, Samuel Hiram Iyodi met en avant son enracinement panafricaniste et son pragmatisme. A 37 ans, il propose au Cameroun un saut qualitatif vers une gouvernance transparente, une économie souveraine et une transformation sociale profondément inclusive. Il mise sur l'expertise technique, la rigueur et l'engagement citoyen pour convaincre une population en quête de changement.

Guy Etom

conservatisme

gouvernementale, l'ancien une alternance apaisée.

virage à 78 ans n'est pas un novice. Originaire de Baschéo dans le Nord Cameroun, formé à l'Enam puis à l'Institut international d'administration publique de Paris, il a très tôt intégré le cercle du pouvoir. En 1982, il devient le Premier Ministre de la République unie du Cameroun, nommé par Ahmadou Ahidjo, à la veille du départ surprise de ce dernier. Ce poste qu'il occupe moins d'un an, lui vaut d'être au cœur des premières tensions avec le nouveau président Paul Biya, qui le révoque en 1983. L'accusant de complot, le régime le pousse à l'exil après la tentative de coup d'Etat de 1984.

Son retour au Cameroun en 1991 est un moment clé de la transition démocratique. Il fonde l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), parti qu'il portera aux premières places de l'opposition. Candidat à la présidentielle de 1992, il se classe troisième et dénonce des irrégularités. Progressivement, sous les effets du « *réalisme politique* », il entame une stratégie de rapprochement avec le pouvoir. Dès 1997, l'Undp entre au gouvernement, et lui-même devient un Ministre fidèle, quoique toujours en marge des cercles les plus influents du Rdpc.

Alain Leuwat

Cabral Libii

Pour le Fédéralisme communautaire

Après plusieurs batailles juridiques, Cabral Libii sera bien en course pour le fauteuil présidentiel, sous la bannière du Pcrn.

Après sa 3ème place en 2018 (6,38% des voix) avec le parti Univers, Cabral Libii sera de nouveau candidat à l'élection présidentielle de 2025. Mais cette fois avec le Parti camerounais pour la réconciliation nationale (Pcrn), parti dont il a pris la présidence en 2019. L'axe de son programme politique repose sur sa doctrine intitulée le Fédéralisme communautaire. Il l'a d'ailleurs consigné dans un livre publié en 2021 avec pour titre *« Ce que j'ai vu : manifeste de la rupture et du progrès »*.

L'idéologie portée par le fédéralisme communautaire stipule que le Cameroun doit se fonder sur les réalités anthropologiques et historiques des communautés, et non pas sur les régions ou les divisions linguistiques héritées du colonialisme. Il s'agit en gros de fédérer les communautés, les regrouper en groupes ethniques avec des affinités communes pour mieux consolider l'unité au sein de la diversité.

Le pan économique n'est pas en reste dans son programme. Cabral propose une redistribution des richesses avec 30% des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles, reversés prioritairement aux collectivités territoriales décentralisées concernées.

Le candidat du Pcrn encourage également une forte natalité pour accroître la démographie du Cameroun qu'il considère comme insuffisamment peuplé. Il a pour ambition de mobiliser massivement les jeunes pour leur redonner confiance. Il milite également sur l'équilibre intergénérationnel avec une association entre la nouvelle énergie des jeunes et l'expérience des aînés.

Fortement controversé pour ses relents tribalistes, le concept de Cabral Libii est pour lui une réponse pragmatique à l'échec de l'Etat centralisé. A 45 ans, l'ancien leader estudiantin se présente comme le candidat de la rupture et de la responsabilité pour un Cameroun qui protège et qui libère les énergies.

Guy Etom

Les 13 présidentiables

Joshua Osih

100 jours pour résoudre la crise du Noso

Pour la deuxième fois, le député sera le candidat du Social democratic front à l'élection présidentielle.

Une fois élu, le nouveau Chairman du Sdf promet de mettre fin à la crise qui perdure depuis 2016 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en 100 jours. Sa stratégie va consister à libérer les détenus, lancer un dialogue inclusif et mettre sur pied une force communautaire. En plus de ceci, il prévoit le retour sécurisé des déplacés, la réouverture des écoles et un soutien psychosocial en plus de la réhabilitation des victimes. Quatre autres points meublent son programme qui a pour slogan *« Notre mission : sauver le Cameroun »*.

L'un des points saillants du 4ème à la dernière élection présidentielle est le redressement économique basé sur l'augmentation du budget agricole à 10%. La création des consorsium Etat-privé et un accès au crédit à 35% du Produit intérieur brut (Pib). Sous Joshua Osih, l'ambition est de passer à un salaire minimal interprofessionnel de croissance (Smic) à 160 000 F.Cfa en 5 ans. Les fonctionnaires verraient leur salaire doublé, et les ménages bénéficieront d'une couverture santé minimale de 500 000 F.Cfa par an.

Pour lui, l'hypercentralisation est un véritable frein au développement du potentiel du pays. Il propose un fédéralisme structuré autour des 10 régions actuelles, une réduction à 20 du nombre de ministères et une élection présidentielle à deux tours. Sa vision est celle de l'égalité, de la justice sociale et de l'expertise économique.

Alors qu'on dit le Sdf en déclin depuis quelques années, Joshua Osih, lui, croit dur comme fer que le parti est le meilleur risque pour une alternance réussie au Cameroun. L'homme d'affaires et député de la nation de 56 ans se présente comme le candidat idéal pour la rupture institutionnelle. Quatrième à l'élection présidentielle de 2018, le plus mauvais score enregistré par le Sdf depuis 1992, il est prêt à faire mieux en 2025 et est ouvert à des coalitions, mais après *« sa victoire »*.

Guy Etom

Patricia Tomaino Ndam Njoya

Une dame pour la réconciliation nationale

Après Adamou Ndam Njoya en 1992, 2004, 2011 et 2018, c'est au tour de son épouse Patricia de se battre pour la magistrature suprême.

La candidate de l'Union démocratique du Cameroun (Udc) axe son programme sur la réconciliation nationale et le dialogue inclusif. La cohésion sociale étant le cœur de son projet. Elle appelle à la pacification dans un pays fragilisé par des crises sociales et économiques. Elle fonde sa vision sur un dialogue politique ouvert et inclusif, à même de rassembler un électorat fragmenté. Quatre autres points constituent

le socle autour duquel l'actuelle maire de Foumban veut convaincre les Camerounais.

L'ancienne députée promet une nouvelle ère axée sur la restauration des libertés confisquées, considérées comme socle d'un régime démocratique légitime. Elle propose une société respectueuse des droits fondamentaux, fondée sur l'intégrité publique et institutionnelle. Elle appelle les Camerounais à développer une citoyenneté active qui repose sur le respect des lois, la solidarité et la protection de l'environnement.

Unique femme retenue sur les sept qui ont déposé leur dossier de candidature pour cette élection présidentielle, l'approche genre est un point non négligeable dans son programme. Elle milite pour un leadership transparent, accessible et proche des populations avec un accent marqué pour les jeunes et les femmes. Sa candidature a l'assentiment du CRI des femmes camerounaises. Le CRI, est une plateforme nationale pour la participation politique des femmes. Son dernier point et, non des moindres, porte sur les réformes électorales avec la promotion du bulletin unique, du vote biométrique et le rôle des huissiers les jours de scrutin.

A 56 ans, Patricia Ndam Njoya caresse le rêve de réussir là où son défunt époux a échoué, après avoir occupé les mêmes postes politiques que lui (député, maire, président de parti). Elle est par ailleurs convaincu que la cohésion sociale est la condition sine qua non d'un avenir durable pour le Cameroun.

Guy Etom

Paul Biya

Paré pour 50 ans au pouvoir

Sans surprise, la candidature de Paul Biya a été validée par Elecam. S'il est élu en octobre 2025, il rempilera pour un 8ème mandat et totalisera 50 ans au pouvoir à la fin de celui-ci.

L'âge avancé de Paul Biya suscite des doutes croissants sur sa capacité à gouverner efficacement. Candidat à sa propre succession, une multitude de questions taraude l'esprit des Camerounais. Notamment sur ses facultés cognitives et sa condition physique. Ce qui a emmené les évêques à s'opposer à cette candidature avant son annonce officielle.

Mgr Samuel Kleda, archevêque métropolitain de Douala, a qualifié une candidature de Paul Biya de *« pas réaliste »,* insistant sur l'importance d'un changement pacifique et démo-

cratique. Mgr Barthelemy Yaouda Hourgo, l'évêque de Yagoua et Mgr Emmanuel Abbo, de Ngaoundéré, ont exprimé une profonde frustration face à la stagnation politique et aux souffrances du peuple, tout en dénonçant la répression du droit à l'expression.

Adepte de l'opacité, Biya a su cultiver un mythe autour de sa personne, reposant sur la rareté des apparitions publiques et le silence calculé. Cette stratégie a permis son maintien au pouvoir depuis 43 ans, même si des doutes surgissent sur qui gouverne réellement le pays. Issa Tchiroma Bakary, ancien Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, lui également candidat à la présidentielle, a déclaré que le président ne dirige plus le Cameroun depuis bien longtemps.

Comme les autres candidats, sillonnera-t-il les villes du Cameroun pour battre campagne ? C'est très peu probable. En 2018 déjà, il s'était rendu dans la partie septentrionale uniquement. Pour ce qui est de son programme politique, son livre, *« Pour le libéralisme communautaire »*, en est la matrice. A l'annonce de sa candidature, il a promis de se pencher plus que par le passé sur les maux qui minent la jeunesse camerounaise et d'y apporter des solutions… 43 ans après !

Guy Etom

Bougha Hagbe

Pour un programme économique offensif

Expert en politique budgétaire et monétaire, le candidat du Mcnc veut redresser l'économie camerounaise et créer l'emploi.

Pas connu dans le landerneau politique, Jacques Bouhga Hagbe est expert en politique budgétaire et monétaire, ainsi qu'en gestion des finances publiques. Il est le candidat du Mouvement citoyen national camerounais (Mcnc). Dans son ouvrage *« Kamerun »,* l'homme politique propose le programme sur lequel il s'engage en politique. Son livre dresse le bilan socio-économique du Cameroun, propose des reformes. Ces propositions couvrent des domaines cruciaux tels que l'unité africaine, la souveraineté économique et monétaire, ainsi que les reformes des institutions supranationales et nationales, des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, sans oublier les enjeux d'éducation, d'emploi, de citoyenneté, de sécurité et de défense. Sa candidature reflète une volonté de participation active au processus démocratique et de contribution à l'évolution politique du Cameroun.

Olivier Mbessité

Rejet de candidature

Vague de solidarité pour Maurice Kamto

Issa Tchiroma, Patricia Ndam, Viviane Ondoua, le mouvement Stand Up For Cameroun… Des candidats retenus, des formations politiques et des intellectuels apportent leur soutien au candidat du Manidem.

Maurice Kamto préocupé

Le Conseil électoral d'Elecam a rendu public la liste des candidatures validées. Selon son président, Enow Abrams Egbe, sur les 83 candidatures enregistrées, seules 13 ont été retenues contre 70 dossiers rejetés. Parmi ceux-ci figure celui du candidat du Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem), Maurice Kamto.

Dans les rangs des heureux choisis, il y a certes de la satisfaction, mais il y a aussi la déception due au rejet de la candidature de Maurice Kamto. Depuis la publication de la liste des candidats, les discours sont empreints de dénonciation, de compassion et de solidarité. Au sortir d'Elecam, Prosper Nkou Mvondo, du parti Univers dont le candidat est passé, a d'emblée dit son soutien. *« J'ai le regret de voir un candidat aussi important de 2018 ne pas être retenu. Vous comprenez là que j'ai une pensée pour le Pr Maurice Kamto. En revanche, je pense que tout n'est pas terminé, parce qu'il y a une deuxième étape, qui sera surement saisie, je pense ici au Conseil constitutionnel. J'aimerais voir Maurice Kamto candidat à cette élection de 2025, tout n'est pas terminé »,* a-t-il expliqué.

La vague solidaire s'est agrandie avec les prises de position de Patricia Tomaino Ndam et Issa Tchiroma Bakary dont les candidatures ont été validées. D'autres voix se sont élevées, notamment celle du mouvement Stand Up For Cameroon au sein duquel militent des formations politiques comme le Cameroon People's Party (CPP) et l'Upc-Manidem. Dans la société civile, des personnalités comme le Pr Viviane Ondoa Biwole ont clairement indiqué leur préférence de voir Maurice Kamto prendre part à l'élection présidentielle du 12 octobre prochain.

Le plus incisif a été Issa Tchiroma Bakary, le candidat du Fsnc. Dans un communiqué rendu public le dimanche 27 juillet, il constate que : *« parmi les candidats rejetés figure le Professeur Maurice Kamto, pourtant investi par le Manidem d'Anicet Ekanè. »* Plus loin, il écrit : *« je suis convaincu qu'il s'était entouré en amont de toutes les mesures juridiques nécessaires afin que sa candidature respecte les exigences requises. »* Anticipant sur le contentieux pré-électoral à venir, Issa Tchiroma Bakary demande au Conseil constitutionnel *« qu'il fasse preuve d'impartialité et d'intégrité en assumant pleinement ses responsabilités. »* Pour enfoncer le clou, il fait la conclusion suivante : *« Je demande, avec force et conviction, que le Professeur Maurice Kamto soit rétabli dans ses droits et qu'il bénéficie, sans restrictions, des prérogatives que lui confère la loi, au même titre que tout acteur politique ou citoyen protégé par la Constitution. »*

Le même 27 juillet, la candidate de l'Udc, Patricia Tomaino Ndam, a fait une déclaration officielle intitulée *« Solidarité avec nos alliés non retenus »*. Elle dénonce le fait que, non seulement le Mrc n'ait pas pu présenter de candidat, mais aussi la candidature de Maurice Kamto, portée par un autre parti, ait été rejetée par Elecam. Elle s'en remet au Conseil constitutionnel en formulant le vœu que celui-ci examinera les recours de ses alliées *« avec justesse afin que qu'ils puissent réintégrer la dynamique commune. »*

Dans sa déclaration, le mouvement Stand Up For Cameroon écrit : *« un processus électoral verrouillé, partial et profondément discrédité. Car en effet, de nombreuses candidatures ont été écartées à l'exemple de celle de Maurice Kamto».* Cette sortie du mouvement politique est portée par Kah Walla, la présidente du CPP, et Albert Moutoudou, le président de l'Upc-Manidem.

Principes de la République

La voix qu'on n'attendait peut-être pas est celle du Pr Viviane Ondoua Biwolé, une non-engagée politique. Sur le plateau de la chaîne Balafon Télévision, la spécialiste du management et de la gestion a dit son envie de voir Maurice Kamto participer au scrutin : *« L'affaire Kamto devient une affaire de République. Que ce soit lui ou quelqu'un d'autre, je crois que son affaire donne simplement la possibilité de rappeler que nous avons la possibilité de pouvoir y participer, parce que nous sommes Camerounais. Et les autres également ont le devoir d'expliquer pourquoi on n'y participe pas. C'est lui aujourd'hui, demain ce sera quelqu'un d'autre. C'est dans la politique aujourd'hui, ce sera dans une autre sphère demain. Je crois que c'est d'abord les principes qu'il faudra préserver. J'aurais bien voulu qu'il soit là, que ce jeu politique se passe ... Au moins il ferait avancer le débat. Il y a des gens qui sont préparés, il y a des gens qui ont investi depuis 7 ans, qui se sont investis pour préparer ces élections ; et il en fait partie. »*

Assongmo Necdem et Olivier Mbessité

Conseil constitutionnel

Kamto,Theiller Onana, Bertin Kisob … en plaignants

Si Elecam a recalé 70 candidatures, l'organe est principalement attendu sur les dossiers rejetés pour pluralité d'investiture.

Le Conseil électoral montre patte blanche dans la sélection des candidats retenus et rejetés pour le scrutin de 2025. En effet, après avoir publié le 26 juillet dernier la liste provisoire des 13 candidats retenus pour la présidentielle d'octobre prochain, il a diffusé également les motifs pour les recalés. 70 dossiers de candidature ont été rejetés. Les motifs sont similaires, malgré quelques disparités. Dans la fourchette, il évoque : l'absence de l'âge legal requis, absence du certificat de versement de cautionnement, absence de la liste des 300 signatures légalisées, absence de l'attestation de conformité fiscale, absence de l'attestation d'inscription sur une liste électorale, pluralité d'investiture pour le cas de l'UPC et du Manidem.

En revanche, Elecam fait savoir que Adelaïde Chantal Membouet Tagne et Léon Theiller Onana ne sont ni investis par un parti politique, ni présentés comme candidats indépendants. Pour ces deux cas, le Conseil électoral a classé purement et simplement leur dossier pour valoir rejet.

Contentieux préélectoral

Les candidats dont les dossiers ont été rejetés avaient 48 heures pour faire appel, à compter de la publication le 26 juillet dernier des 13 candidats retenus par le Conseil électoral d'Elections Cameroon (Elecam). Au dernier décompte ce 28 juillet à 17h, il y avait 14 requêtes déposées. Dans le détail, on a Bessiping, candidat du Rassemblement des forces écologiques pour la relance de l'économie (Rfere), André Dibamou de la Jeunesse démocratique du Cameroun (Jdc) et Léon Theiller Onana du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Ils ont chacun introduit une requête demandant la reconsidération de leur candidature. Par ailleurs, Bertin Kisob du Cameroon Party for Social Justice (CPSJ) a déposé trois recours : la reconsidération de sa candidature, le rejet définitif de celle du président sortant Paul Biya et la récusation de tous les membres du Conseil constitutionnel.

Maurice Kamto, candidat du Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem), avait jusqu'à ce 28 juillet 2025 à minuit pour déposer sa requête, selon les textes du Code électoral en matière de contentieux préélectoral. Anicet Ekane, s'exprimant sur le sujet, avait souligné que *« la suite dépendra de la réponse du Conseil constitutionnel »* et que l'avenir de la candidature de Kamto repose désormais sur cette décision. Le Conseil Constitutionnel dispose de dix jours pour examiner tous les dossiers, avant la publication définitive de la liste des candidats.

Olivier Mbessité

Pr Jean Paul Messina

« Léon XIV ne va pas oublier l'Afrique »

Spécialiste de l'histoire du Christianisme et de l'Eglise catholique romaine en particulier, enseignant à l'Université Catholique d'Afrique Centrale, il analyse les enjeux depuis l'élection du pape et les perspectives pour le continent.

L'élection du pape Léon XIV, premier pontife américain, a-t-elle marqué une rupture ou une continuité dans la ligne de l'Église catholique ?

L'élection d'un nouveau pape marque toujours une rupture parce qu'il s'agit d'une nouvelle personne qui accède au trône de Pierre, et très souvent, il prend un nouveau nom de règne qui est un indice à ce que va ressembler sa pastorale. Cette élection incarne aussi la continuité parce que la tradition est respectée. Il s'agit de veiller à l'expension de la foi et de gouverner l'Église en tant que pasteur universel. Donc, avec l'élection du Pape Léon XIV, il est très tôt pour dire s'il est conservateur ou progressiste, sans que je sache réellement ce que ça veut dire.

Quels sont les principaux défis auxquels l'Église est confrontée aujourd'hui, et comment cette élection pourrait-elle y répondre ?

L'Église a toujours pour mission de répondre aux questions sociales en évangélisant le monde de manière à assurer le salut de chacun et de tous. Le premier défi, est de faire entendre l'évangile à tous en utilisant une méthode qui permet à chacun de comprendre et d'accepter cet évangile (dont le message est le même). Le second défi est qu'au nom de l'évangile, il y ait la paix que Jésus a communiquée à ses apôtres et au monde. Les guerres et les nombreux conflits localisés qu'on observe actuellement montrent que notre monde a besoin de paix. Le Pape Léon XIV, dans sa première communication, à la suite de son élection, a souhaité la paix au monde. Cela montre qu'il va œuvrer pour la paix. Il y a d'autres chantiers qui l'attendent : la doctrine de l'Église, la question de l'homosexualité a mise à mal, les injustices de toutes sortes, la question migratoire, etc.

Quelle est la place actuelle de l'Afrique dans la hiérarchie vaticane, notamment au sein du Collège des cardinaux ?

L'Afrique a eu ces derniers temps des figures importantes à la curie romaine. On peut citer les cardinaux Tukson ou Robert Sarah qui vient de prendre sa retraite. Le Pape Léon XIV va probablement créer de nouveaux cardinaux africains et certainement confier des responsabilités importantes à la curie romaine à quelques-uns d'entre eux. Le Pape Léon XIV ne va pas oublier le continent africain qui s'affirme chaque année comme le centre de gravité du christianisme.

Des figures africaines, telles que le cardinal Peter Turkson ou le cardinal Robert Sarah, auraient-elles pu jouer un rôle significatif lors du conclave ayant conduit à l'élection du nouveau Pape ? Elles qui étaient considérées comme des candidats sérieux pour remplacer François ?

Les figures que vous citez, Peter Tukson et Robert Sarah, s'ils n'ont pas joué un rôle très important au conclave, elles l'ont marqué de par leurs fortes personnalités. En tout cas, leurs noms étaient régulièrement cités par les observateurs avisés.

Comment les Églises africaines perçoivent-elles cette élection ? Y a-t-il des attentes spécifiques en termes de reconnaissance ou de réformes ?

Les Africains et les chrétiens d'Afrique, ont globalement bien accueilli l'élection du Pape Léon XIV. Elle n'a pas duré, c'est le signe que les cardinaux se sont vite mis d'accord autour d'un nom. Quant aux attentes africaines, je les ai déjà exprimées plus haut.

L'élection d'un Pape américain a-t-elle été le fruit d'une stratégie délibérée des milieux conservateurs américains ?

Je ne perçois pas en réalité la relation entre les milieux conservateurs américains et l'élection de Léon XIV. Et puis comme je l'ai dit, attendons de voir quelles seront les grandes options pastorales de Léon XIV pour savoir s'il est ce que vous appelez conservateur, de droite ou de gauche.

Quel aurait pu être le rôle de Donald Trump et de son entourage dans cette élection ? Avait-il intérêt à influencer le conclave ou la perception publique ?

J'ignore quel rôle a pu jouer Donald Trump dans l'élection du Pape Léon XIV. On a dit qu'il s'attendait à l'élection d'un Pape américain. Je sais tout simplement qu'il s'est réjoui de cette l'élection. Maintenant, est-ce que le nouveau Pape va partager sa politique migratoire? Attendons de voir.

Le pape Léon XIV est décrit comme conservateur sur certaines questions sociétales, tout en étant progressiste sur d'autres. Comment cette dualité pourrait-elle influencer l'unité de l'Église ?

Je l'ai déjà dit, ne prêtons pas nos intentions au nouveau Pape. Ce que je peux dire c'est que le nouveau Pape sera sensible à la justice sociale, je dirais aux questions internationales qui menacent la paix dans le monde.

Peut-on s'attendre à des réformes significatives sous le pontificat de Léon XIV, ou à une consolidation des positions actuelles ?

Je pense que le nouveau Pape va continuer à faire des réformes pour que l'Église assure sa mission dans un monde en pleine mutation. Mais en même temps, l'Église a besoin d'une doctrine ferme pour assumer avec efficacité cette mission.

Propos recueillis par Guy Etom

COMMUNIQUE : AFRILAND FIRST BANK DENONCE UNE ARNAQUE QUI USURPE LE NOM DE PAUL KAMMOGNE FOKAM

Selon un communiqué de la Direction générale, d'Afriland First Bank, une campagne circulant sur les réseaux sociaux fait une promotion frauduleuse d'une initiative dénommée CryptoCandor. Il s'agit, selon la Banque d'une escroquerie qui n'engage que leurs auteurs. La Banque appelle par ailleurs ses clients à la plus grande vigilance.

AVIS AU PUBLIC

***Objet:* Mise en garde contre une usurpation d'identité et une tentative d'escroquerie liée à une prétendue plateforme dénommée « CryptoCandor »**

Afriland First Bank (la First Bank) informe le public qu'une campagne en ligne fait la promotion d'un prétendu projet d'investissement nommé CryptoCandor, en associant de manière abusive le nom et l'image du Dr Paul KAMMOGNE FOKAM.

La First Bank dément catégoriquement toute implication dans cette initiative et condamne fermement cette usurpation d'identité, qui constitue une tentative manifeste d'escroquerie. Ce type de communication, reposant sur des promesses irréalistes de gains garantis, vise à tromper les populations, notamment les plus vulnérables.

Afriland First Bank rappelle que toute activité de placement, de collecte de fonds ou d'investissement est strictement encadrée par la réglementation en vigueur. Seules les entités dûment agréées par les autorités de régulation compétentes sont autorisées à exercer de telles opérations.

La First Bank précise qu'elle ne propose, ni directement ni indirectement, aucun service d'investissement du type présenté. Toutes les informations officielles relatives à Afriland First Bank sont exclusivement accessibles via ses canaux autorisés :

- le site web : www.afrilandfirstbank.com ;
- ses pages réseaux sociaux certifiés et comptes officiels: **Facebook, LinkedIn, X (Twitter), Instagram, chaîne WhatsApp Business** ;
- son important réseau d'agences implantées dans l'ensemble du territoire et son ***service client: 680 05 80 05.***

Face à la prolifération de ces pratiques frauduleuses, Afriland First Bank appelle le public à la plus grande vigilance et recommande de ne transmettre aucune donnée personnelle ni effectuer de paiement sans vérification préalable. En cas de doute, il est vivement conseillé de contacter la Banque ou les régulateurs financiers compétents.

Afriland First Bank réaffirme son engagement à défendre la confiance dans le système bancaire et à accompagner ses clients avec rigueur, transparence et sécurité.

La Direction Générale.

Handball

Le président Oumate soupçonné de détournement

La Fédération camerounaise a suspendu son dirigeant le temps de l'enquête ouverte sur des décaissements de 35 millions F.Cfa.

Le 18 juillet dernier, la Commission de discipline nationale de la Fédération camerounaise de handball (Fécahand) s'est réunie à Yaoundé et a ouvert une enquête disciplinaire contre Abba Oumate, le président de la fédération. Le grief retenu est le détournement de fonds publics destinés à l'organisation d'une compétition internationale. A l'origine du scandale, une série de retraits jugés suspects opérés par Abba Oumate en 2024 et 2025, pour un montant total de 35 millions de F.Cfa. Ceci sans l'aval du Comité exécutif, ni justificatifs comptables. Une situation qui jette une ombre sur la gouvernance financière de l'instance faîtière du handball au Cameroun, déjà fragilisée ces dernières années par des tensions internes et des accusations de gestion opaque.

Abba Oumate

Le cœur du problème concerne notamment l'organisation de la compétition IHF Challenge Trophy 2024, pour laquelle l'instance internationale avait alloué 73 000 euros, soit près de 48 millions de F.Cfa. Un montant destiné à soutenir la logistique, l'accueil des délégations et les frais techniques liés à l'événement. Or, selon le rapport de la Commission de discipline, les pièces justificatives concernant l'utilisation de ces fonds sont, soit absentes, soit insuffisantes. En mai 2025, deux mouvements de fonds, l'un de 10 millions de F.Cfa et l'autre de 25 millions de F.Cfa auraient été effectués sans concertation avec le secrétaire général, encore moins le trésorier de la fédération. Le président a reconnu devant la Commission avoir agi seul, invoquant les urgences opérationnelles. Une explication qui ne suffit pas à l'instance disciplinaire pour écarter les soupçons d'indélicatesse financière.

Toute chose qui a conduit la Commission de discipline, conduite par Mgr Samuel Pouhe, à prendre plusieurs mesures immédiates. D'abord une enquête disciplinaire élargie à d'autres membres susceptibles d'avoir participé ou couvert ces mouvements financiers. Ensuite, la suspension conservatoire d'Abba Oumate de son poste de président, le temps que l'enquête suive son cours. La Commission dispose de 15 jours pour établir un rapport complet concernant cette affaire. Une suspension définitive et des poursuites judiciaires pourraient être requises contre Oumate s'il est établi que cet argent a servi à des desseins autres que leur usage initial. Une autre fédération sportive camerounaise dans la tourmente ; illustrant le mal-être du mouvement sportif camerounais.

Guy Etom

Tennis

Le Cameroun remporte la Billie Jean King Cup Zone IV

Après plusieurs années d'échec, le Cameroun remporte la médaille d'or de la zone IV de la Billie Jean King Cup by Gainbrige.

Le tennis camerounais féminin signe une belle page de son histoire. Le 19 juillet dernier, les Lionnes de la petite balle jaune ont décroché une victoire retentissante à Kigali au Rwanda. L'équipe du Cameroun brise le signe indien et remporte le tournoi anciennement appelé Fed Cup. Sur les courts du Kicukiro Ecology Tennis Club, les joueuses camerounaises n'ont laissé aucune chance à leurs adversaires togolaises lors de la finale. En simple, Charnelle Fozo, pensionnaire de l'Oyebog Tennis Academy (Ota), a lancé son équipe sur de bons rails en dominant aisément son adversaire (6/1, 6/2). Dans la foulée, Karine Djob a scellé le sort de la partie grâce à une victoire expéditive (6/1, 6/1). Des résultats qui signifiaient la toute première médaille d'or camerounaise dans la compétition.

Des médaillées de la team Cameroun

Décédé le 28 mai dernier, Joseph Oyebog, l'un des plus grands promoteurs de tennis au Cameroun, a été magnifié par les joueuses de l'équipe nationale, majoritairement pensionnaires de son académie. C'est le cas de Charnelle Fozo qui lui a dédié sa médaille : *« Je suis fière d'avoir gagné cette médaille. Je la dédie à notre président (Joseph Oyebog, ndlr). C'est grâce à lui que j'ai pu aller au bout »*, a-t-elle confiée avec une voix empreinte d'émotion. Sa coéquipière Karine Djob a quant à elle souligné l'état d'esprit qui a primé avant la finale : *« On a abordé ce match avec calme, sérieux et discipline. Nous sommes très heureuses d'avoir pu remporter cette Billi Jean King Cup et d'accéder au groupe III. »*

Cette victoire propulse les Lionnes du tennis au groupe III zone Afrique de cette compétition. Cette phase se déroulera en 2026 avec des pays comme l'Algérie, le Botswana, le Ghana, le Maroc, le Nigeria, la Tunisie entre autres. Le Cameroun devra s'imposer à cet autre niveau pour accéder au Groupe II, à un pas du Groupe I qui est le tournoi mondial.

Si Charnelle Fozo et Karine Djob sont les vitrines de cette victoire, la team Cameroun à Kigali était composée de Delisle Manantsop (Ota) et de Serena Nguimbis. Dans le staff technique on retrouvait Jean Medjo, Joseph Edzoa (préparateur physique), Kévine Mballa (Kinésithérapeute) et la représentante du Ministère des Sports et de l'Education Physique, Esther Kedi Moumi.

Guy Etom

Coupe du Cameroun de football

La renaissance de la Panthère Sportive du Ndé

L'équipe de la région de l'Ouest renoue avec la finale après 16 ans d'attente. Elle a battu le Canon de Yaoundé en demi-finale.

La forte pluie qui s'est abattue sur la ville de Douala a douché les espoirs du Canon de Yaoundé de remporter un titre depuis l'an 2000. Konrad Fanseu, à la 52ème minute, va inscrire l'unique but de la rencontre. Une réalisation suffisante pour sceller le sort de cette demi-finale de coupe du Cameroun au stade annexe de Japoma. *« Nzui Manto »*, vainqueur de la coupe du Cameroun en 2009, va rejouer une finale, après avoir subi moults péripéties.

En 2022, le club du département du Ndé dans la région de l'Ouest Cameroun, est durement frappé par la Commission d'homologation et de discipline de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot). Après la victoire en

.....

Elite One contre Yafoot (1-0), Jules Famawa, président de la Panthère Sportive du Ndé, avait été reconnu coupable de corruption. Suspendu pour 5 ans de toutes activités liées au football et le club relégué en 2ème division, Famawa va saisir le Tribunal arbitral du sport (Tas). Après une décision favorable devant cette juridiction basée à Lausanne, le club est autorisé à réintégrer l'élite du football camerounais. Une décision que Samuel Eto'o va contourner en réhabilitant une faction du club dirigée par Célestine Ketcha Courtès, Ministre de l'Habitat et du Développement urbain, élite du département du Nde. Pour le compte de la saison 2023-2024, le club évolue en deuxième division et obtient sa montée en terminant vice-champion de l'Elite Two.

La remontée en Elite One n'a pas été de tout repos. Le coach Simplis Soh après avoir ramené le club en première division, jette l'éponge. Souleymanou Aboubakar récupère les rênes de l'équipe. Les défaites s'empilent, les joueurs entrent en grève pour salaires impayés. La défaite face à PWD de Bamenda en décembre 2024 scelle le sort de l'ancien coach de Coton Sport de Garoua, 4 mois seulement après son arrivée sur le banc des Fauves du Ndé. En janvier 2025, Yves Clément Arroga est nommé entraîneur. Il s'en suit une véritable *« Remontada »*.

Le club recommence à gagner, et termine même à la 2ème place du championnat, un classement plutôt honorable pour une équipe nouvellement promue. Et pour boucler cette saison déjà impressionnante, Les jaune et vert vont affronter en finale, Colombe du Dja et Lobo. Un club qui cartonne depuis la saison dernière, vainqueur de la coupe du Cameroun 2024, vainqueur de la Supercoupe 2024, champion du Cameroun 2025.

Guy Etom

Unesco

Le Cameroun tient sa place dans l'humanité

Au patrimoine matériel et immatériel, le pays compte deux festivals culturels, une réserve de faune, un parc national et un paysage culturel.

Le 5 juillet 2025 a marqué la remise solennelle du certificat de l'inscription du Ngondo au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco. Une reconnaissance mondiale. L'inscription avait été concédée en décembre 2024 lors de la 19ème session du comité intergouvernemental à Asunción au Paraguay. La belle fête traditionnelle et rituelle du peuple Sawa au Cameroun, organisée chaque année par une assemblée chargée d'invoquer les ancêtres et de régler les litiges, tient ses racines dans le culte des oracles de l'eau et des traditions culturelles. La reconnaissance de l'Unesco contribuera à la préservation du Ngondo et à sa transmission aux générations futures. Elle renforce également l'identité culturelle des Sawa et favorise les échanges interculturels, pour un impact tout aussi positif sur cette grande communauté, renforçant la cohésion sociale et attirant l'attention sur les traditions de ce peuple.

Il n'y a pas que le Ngondo qui fait la fierté du Cameroun. Depuis 2023, le Nguon, rituel de gouvernance et expressions associées dans la communauté Bamoun, est inscrit sur la liste du patrimoine culturel immatériel. Il est le tout premier rendez-vous culturel à faire parler du Cameroun, suite à la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ratifiée par l'Etat du Cameroun le 16 octobre 2012.

Dans le patrimoine matériel de l'humanité, le Cameroun compte désormais trois sites naturels sur la liste de l'Unesco : la réserve de Faune du Dja, le parc national de Lobéké encore appelé *« Tri-national de la Sangha »* et, ce mois de juillet 2025, le paysage culturel de Diy-Gid-Biy dans les monts Mandara, région de l'Extrême-Nord Cameroun. La Réserve de Faune du Dja est un site du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1987. Elle est reconnue pour sa biodiversité exceptionnelle, surtout pour la richesse de sa faune de primates. On la considère comme l'une des forêts humides d'Afrique les plus vastes et les mieux protégées. Le Parc National de Lobéké quant à lui a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial en 2012, traduisant l'importance de la conservation de cette zone transfrontalière. C'est un bien naturel transfrontalier, partagé entre le Cameroun, la République du Congo et la République Centrafricaine, situé dans la région du Sud. Il abrite des espèces menacées comme les éléphants de forêt et les gorilles de plaine. Le paysage culturel Diy-Gid-Biy a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial, le vendredi 11 juillet 2025 au cours de la 47ème session du comité intergouvernemental du patrimoine de l'Unesco à Paris. Il est qualifié comme étant un paysage unique, à la fois historique, archéologique et pittoresque de 2500 hectares constitué de seize sites qui s'étendent sur sept villages. Une 3ème distinction du patrimoine matériel qui valorise la riche diversité du Cameroun et son ouverture sur le monde.

Le cadre juridique pour la préservation du patrimoine culturel mis en place par le Cameroun, à l'instar de la loi n°2013/003 du 18 avril 2013, a permis de répertorier des projets de mise en valeur du patrimoine qui sont en cours, portés sur des sites archéologiques, des festivals culturels et des savoir-faire traditionnels y compris le développement touristique. Selon les statistiques disponibles, le Cameroun a désormais dix-neuf sites sur la liste indicative en soumission, dont onze sont culturels, sept naturels et le dernier est mixte. La coopération avec l'Unesco est essentiellement dédiée à l'accompagnement et au soutien technique des initiatives de préservation et de valorisation du riche héritage.

L'on espère aussi voir dans la même veine, des mets camerounais comme le Ndolè, l'Okok, la sauce jaune et bien d'autres inscrits dans la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, au-delà de la dimension qu'offre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Bertin Bidja

« Qui a tué M. Zyed ? », Martin Ambara en parle

« Deux frères règlent leurs comptes »

Selon le metteur en scène, c'est en réalité la grande famille camerounaise qui est mise à nue, à travers la confrontation du bien et du mal.

Une scène de la pièce de théâtre. Roland, le brigand (debout), et Simon, l'inspecteur de police (assis).

Martin Ambara

De quoi s'agit-il dans votre dernière pièce de théâtre intitulée « Qui a tué M. Zyed ? » ?

La pièce de théâtre « Qui a tué M. Zyed ? », c'est la confrontation entre deux frères. Une confrontation familiale, entre un frère policier et un frère extrêmement brigand, qui est l'un des meilleurs brigands de la famille et qui vont se retrouver autour d'une affaire de disparition d'un certain M. Zyed. Qui, en fait, n'a pas disparu. C'est un prétexte pour que les deux frères règlent leurs comptes. Quand on parle de famille dans le contexte camerounais, eh bien, on parle de la grande famille camerounaise qui règle ses comptes.

C'est quoi le message fondamental ?

Ce qui se retrouve dans les gènes de nos parents, justement, se retrouve aussi dans nos propres gènes. Et que l'état actuel de ce que nous sommes en tant qu'identité camerounaise, on l'a prise dans le passé de notre passé. Ce passé-là, c'est le passé colonial, c'est le passé précolonial, c'est le passé antécolonial. C'est cela qui exprime notre réalité aujourd'hui.

Qui sont les autres personnages qui se retrouvent autour de M. Zyed ?

Il y en a trois. Il y a le regard ou narrateur ou présentateur dans la pièce, qui est incarné par Landry Beyeme. Il y a M. Roland, justement, qui est le brigand et qui est incarné par Donald Ayissi. Et il y a Simon, l'inspecteur, incarné par Katch Will. Voilà les comédens qui jouent dans la pièce.

Quel en est le contexte ?

C'est le contexte social. On pourrait le dire, camerounais, mondial, africain. Ce qui est intéressant, c'est qu'en figuration, on ne représente pas un lieu précis. C'est un inspecteur et un brigand, qui sont la confrontation du bien et du mal sur un plateau de théâtre.

Quelle est la scénographie de cette pièce de théâtre ?

C'est une écriture esthétique qui ne poursuit pas le cheminement de l'écriture de l'auteur, même si l'auteur et le metteur en scène se confondent. Il s'agit ici de l'idée qu'a donnée un des acteurs, à savoir l'inspecteur principal, Simon, qui a dit qu'il est question de la confrontation entre le yin et le yang, le bien et le mal. Donc toute l'écriture scénographique va s'en inspirer, c'est pour cela que les costumes sont teints de blanc et de noir, que la scène elle-même est blanche et noire.

Que vise l'auteur que vous êtes ?

Ce qui m'intéresse, c'est toujours de décrypter la source de nos problèmes, les problèmes existentiels. Pourquoi on est des êtres humains sur la planète ? Quelles sont les différentes implications dans la relation entre deux, trois ou quatre individus ? C'est ça le plus important. Mettre l'individu face à lui-même afin qu'il retrouve les solutions à ses problèmes.

Pourquoi avoir choisi six jours de présentation de cette pièce de théâtre, les 17, 18, 19, 24, 25 et 26 juillet 2025 à Othni de Yaoundé ?

Au Cameroun, on a l'habitude de jouer une seule fois des pièces de théâtre. Or, le théâtre est une tradition et une tradition veut dire que les pièces de théâtre, parfois, jouent un an sous d'autres cieux. Parfois, des pièces se jouent six mois. Parfois, elles jouent deux ans. Et au Cameroun, on joue une fois. Les acteurs n'ont même pas le temps de comprendre la trajectoire de leurs personnages que c'est déjà fini. Donc, on commence au Cameroun, à Othni, à habituer déjà les acteurs à savoir jouer plusieurs fois, à comprendre exactement quelles sont les trajectoires de leurs personnages, à savoir quels sont les enjeux du drame qu'ils sont en train d'incarner. Aussi, pour les Camerounais de savoir que si on a raté une représentation, il est possible de la rattraper tel ou tel jour. On commence par six jours, parce qu'avant, c'était trois jours. Maintenant, on est passé à six jours. Peut-être que prochainement, ce sera douze jours, ainsi de suite.

Comment se déroule la rentabilité de tout ce théâtre ?

Les Camerounais, petit à petit, vont commencer à consommer. Avec l'expérience de la pièce Manoka Express, représentée en mai dernier, on avait chaque fois la salle pleine. Ça commence timidement. Mais nous ne sommes pas pessimiste. Les gens payent tout de même le tarif. Voilà, il y a des gens qui ont compris que sur les dix bières qu'on va boire, on peut en enlever le prix de deux pour venir au théâtre.

En plus de 30 ans de carrière, vous avez fait du chemin…

J'ai commencé le théâtre en 1992 dans l'école de François Bingono Bingono. Puis, je suis devenu metteur en scène. Je suis le directeur artistique de la maison Othni, le laboratoire de théâtre de Yaoundé.

Propos recueillis par Bertin Bidja